

Peut-on interdire dans l'Église d'aller parler à quelqu'un en privé sur un sujet donné ?



Peut-on interdire dans l'Église d'aller parler à quelqu'un en privé sur un sujet donné ?

Réponse : Non jamais.

Dans certains cas, on peut interdire d'exprimer des opinions en public, surtout dans les lieux et journaux chrétiens, en attachant des sanctions canoniques à ce sujet. Mais cela concerne surtout les ecclésiastiques, et pas tellement les laïcs. Les ecclésiastiques doivent exprimer la foi de l'Église quant à ce qui est assuré. Les laïcs ont le droit de discuter entre eux de tous les sujets qui les intéressent.

Si des ecclésiastiques donnaient des menaces concrètes (excommunication, etc), il ne faudrait pas les écouter, et en référer au Saint-Siège. Et si c'est le Saint-Siège lui-même qui maintient cette menace de sanction, ce serait le cas parfait pour appliquer ce que je disais ailleurs quant au veto paulinien. D'ailleurs, j'avais en partie écrit cet article en pensant à ce cas précis, bien que je l'ai appliqué alors quant à un autre sujet, important également.

Il faudrait donc dire au Saint-Père dans un tel cas : Écoutez, nous considérons être face à un abus d'autorité. Vous n'êtes que Pierre, et non pas tout le Collège des Douze. Nous allons voir les 11 autres grands Primats et Patriarches de la chrétienté. Et si la majorité est contre vous, vos menaces resteront vaines. Et nous pensons être en droit d'attendre leur avis avant d'appliquer vos sanctions. Et si vous n'y croyez pas, et bien faites un dogme quant au veto paulinien, puisqu'il n'y en a pas. D'ici un dogme, ou notre retour du tour de la Méditerranée, nous appliquerons la loi de plus grande charité entre les deux options entre parler ou nous taire : à savoir celle d'en parler librement et sans contrainte.

Et nous considérons avoir au moins six mois pour pouvoir faire le tour de la Méditerranée. Ce qui est le minimum minimum pour aller voir des gens si occupés que sont les Primats et Patriarches. Exiger moins serait totalement indécent. À moins bien sûr que vous ne fassiez un dogme d'ici-là.

Les fruits d'une interdiction de discuter librement d'un sujet seraient : l'accroissement des mensonges dans le peuple de Dieu, la possibilité d'emprise manipulatoire, l'impossibilité d'exercer la miséricorde, la tristesse, l'angoisse, le désarroi, etc.

C'est grave et même très grave.

J'ajoute également que même dans les monastères et la vie religieuse, le vœu d'obéissance ne peut empêcher d'aller discuter en privé avec quelqu'un de manière exceptionnelle. Si cela devenait habituel, cela serait une infraction à la règle monastique. Mais si c'est pour des sujets d'importance, ce serait contraire à la foi et aux mœurs d'ordonner une telle chose. Donc la discipline monastique ne peut alors s'appliquer si cela enfreint la foi et les mœurs.

Et en ce qui concerne ce qui a été confié à un prêtre sous le sceau de la confession, cela peut être une exception à ce qui est dit ici, car le prêtre a la Sainte Messe pour offrir ce qui lui a été confié. Et c'est comme si alors tout le Ciel était au courant et pouvait agir en faveur de la victime. Et c'est aussi un espace de miséricorde (parfois le seul) pour les plus grands pécheurs où ils peuvent parler en toute liberté.

Bien sûr, tout ce qui est dit ici reste la règle à appliquer en l'absence de dogme quant au veto paulinien, et selon le principe de la plus grande charité.